Des groupes de dÃ©fense des droits prÃ©viennent : la loi anti-boycott dâ??IsraÃ«l, un coup trÃ¨s dur pour les Palestiniens

Description

Par Ali Abunimah, mardi 16 avril 2015

Demonstration against the Wall in Al Ma'sara, 30.07.2010

La loi dÃ©fendue par la Cour SuprÃªme dâ??IsraÃ«l ouvre Ã de graves sanctions contre ceux qui appellent au boycott en soutien aux droits des Palestiniens. (Anne Paq / ActiveStills)

Mardi, la Cour suprÃªme dâ??IsraÃ«l a confirmÃ© une loi de 2011 qui impose des sanctions sÃ©vÃ¨res Ã ceux qui plaident pour le boycott dâ??IsraÃ«l ou de ses colonies de Cisjordanie et du Golan.

La dite Â«Loi pour la prÃ©vention des nuisances Ã lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l par le boycott Â» permet Ã des personnes morales de poursuivre et dâ??obtenir des dommages et intÃ©rÃªts dâ??individus ou dâ??organisations qui appellent au boycott Ã©conomique, culturel ou universitaire. Elle permet aussi au ministre des finances dâ??infliger des pÃ©nalitÃ©s financiÃ¨res Ã toute organisation qui participe Ã de tels appels, si elle reÃ§oit des fonds dâ??Ã?tat.

La cour nâ??a Ã©cartÃ© quâ??une disposition mineure de la loi qui aurait donnÃ© la possibilitÃ© Ã tout le monde dâ??ester en justice pour tous dommages liÃ©s au boycott sans avoir Ã apporter la preuve de ces dommages.

Sawsan Zaher, un avocat dâ??Adalah â?? le centre juridique pour les droits de la minoritÃ© arabe, a dit que la loi Â« nuit aux Palestiniens plus quâ??Ã dâ??autres parce quâ??ils sont en premiÃ¨re ligne dans la lutte contre lâ??occupation et la violation des droits humains de leur peuple sous occupation en Cisjordanie et Ã Gaza Â».

Dans un communiquÃ© de presse dâ??Adalah, Zaher a ajoutÃ© que les Palestiniens de JÃ©rusalem Est occupÃ©e seraient durement frappÃ©s aussi, parce que la loi les priverait dâ??avoir recours au boycott qui est le principal moyen civil de protestation visant Ã mettre fin Ã lâ??occupation Â».

Raciste et anti-dÃ©mocratique

Adalah est lâ??une des huit organisations de la sociÃ©tÃ© civile Ã avoir pÃ©titionnÃ© contre la loi, avec lâ??Association pour les droits civils en IsraÃ«l, le ComitÃ© public contre la torture en IsraÃ«l, Ha Moked â?? le Centre de dÃ©fense de lâ??individu et Yesh Din.

Trois de ces pÃ©titionnaires sont des organisations qui ont Ã©tÃ© actives dans la promotion du boycott Ã©conomique, comme moyen de pression pour mettre fin Ã lâ??occupation : la Coalition des femmes pour la paix, le Haut ComitÃ© de suivi pour les citoyens arabes en IsraÃ«l et le Centre de JÃ©rusalem pour lâ??aide juridique et la dÃ©fense des droits humains.

Â« La loi anti-boycott fait partie de toute une lÃ©gislation raciste et anti-dÃ©mocratique qui vise Ã faire taire lâ??opposition et Ã tailler dans les droits de la minoritÃ© palestinienne Â» a dit la Coalition des femmes pour la paix, dans une dÃ©claration condamnant la dÃ©cision de la cour.

Elle a affirmÃ© que Â« le boycott est un outil non violent lÃ©gitime et reconnu dans le monde entier dans les luttes pour le changement social et politique Â». En le mettant hors la loi, la cour a Â« failli Ã la protection du droit des citoyens Ã exprimer des critiques des politiques gouvernementales Â».

Â« On ne nous dissuadera pas de faire connaÃ®tre et de verser au dÃ©bat public les intÃ©rÃªts Ã©conomiques qui sous-tendent lâ??occupation Â» a dit la Coalition des femmes pour la paix. Â« Nous continuerons Ã rÃ©sister Ã lâ??occupation en ayant recours Ã tous moyens licites et non violents Â».

La Coalition des femmes pour la paix a lancÃ© Who Profits, une action de recherche et de publication de lâ??information sur les entreprises et autres intÃ©rÃªts qui tirent profit de lâ??occupation.

Avec cette contestation, les pÃ©titionnaires ont pointÃ© le caractÃ¨re discriminatoire de la loi qui ne cible que le boycott pratiquÃ© en soutien aux droits des Palestiniens.

Les IsraÃ©liens ont pratiquÃ© avec succÃ¨s le boycott pour un tas de causes, par exemple pour combattre la hausse du prix du fromage blanc.

Le pire est Ã venir

La Coalition des femmes pour la paix a prÃ©venu que cette dÃ©cision annonce le pire.

Â« En lâ??absence de contrÃ´le juridique de la persÃ©cution politique en IsraÃ«l, les commentaires choquants du (premier ministre Benjamin) Netanyahou, le jour des Ã©lections, avec leur charge de racisme et dâ??intolÃ©rance Ã la critique, seront sans aucun doute gravÃ©s dans le marbre de la loi dans la prochaine session de la Knesset (le parlement) Â» a dÃ©clarÃ© le groupe.

La Cour suprÃªme a de fait donnÃ© Â« le feu vert Ã une lÃ©gislation antidÃ©mocratique telle la loi sur la nationalitÃ© qui cherche Ã ancrer la judÃ©itÃ© dâ??IsraÃ«l dans la loi Â» ou Â« Ã une loi Â« instituant la peine de mort pour des Palestiniens accusÃ©s de terrorisme Â» ou encore Ã lâ??interdiction Ã des organisations de gauche de recevoir des dons.

De telles lois sont Â« dÃ©jÃ en nÃ©gociation Â» dans le processus de formation dâ??une coalition gouvernementale, suite aux Ã©lections du mois dernier en IsraÃ«l.

La Coalition des femmes pour la paix presse Â« la communautÃ© internationale Â» de condamner cette attaque contre Â« la libertÃ© dâ??expression Â», dâ??affirmer que lâ??interdiction du boycott est Â« antidÃ©mocratique Â» et de condamner Â« lâ??impunitÃ© dâ??IsraÃ«l qui se fait passer pour une dÃ©mocratie, malgrÃ© son irrespect Ã©vident des droits civils et humains fondamentaux.

Traduction : SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source: Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2015/04/19